Les Rencontres Aprifel – 2^{ème} édition 24 novembre 2011

Pourquoi réduire le recours aux produits phytosanitaires?

De la Règlementation à la Recherche

Table ronde

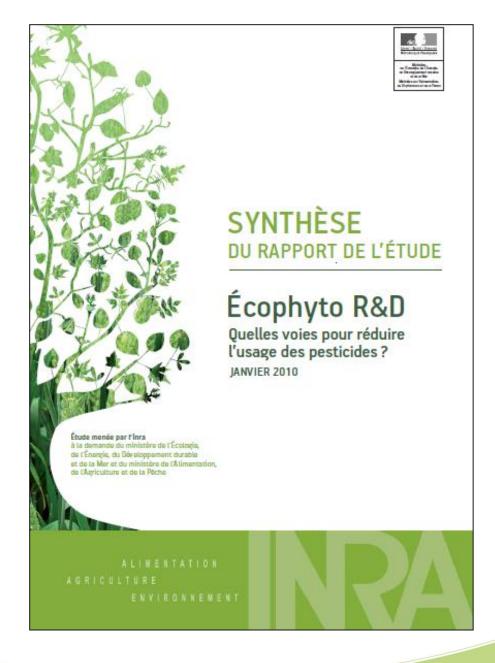
Animateur:

Jean-Michel LECERF Institut Pasteur de Lille



Jean-Marc MEYNARD
Directeur de recherche à
l'Inra de Grignon

Agronome, responsable du département de Recherche "Sciences pour l'Action et le Développement" (SAD)





Objectifs de l'étude Ecophyto R&D – INRA

Etudier les possibilités et les conséquences économiques de la réduction de l'usage des pesticides dans l'agriculture française. Commande des ministères en charge de l'environnement et de l'agriculture (fin 2006)

- Renseigner les performances de différentes stratégies de conduite des cultures, en France, correspondant à un gradient de recours aux pesticides (sur grandes cultures, légumes, vigne et arboriculture)
- Evaluer les conséquences économiques (micro et macro) selon différentes stratégies de mise en œuvre à l'échelle de territoires
- Analyser les jeux d'acteurs de la R&D et des filières vis-à-vis des changements de pratiques susceptibles de favoriser le réduction de l'utilisation des pesticides
- Proposer la configuration d'un réseau national d'acquisition de références pour accompagner la réduction de l'utilisation des pesticides

Résultats rendus publics en Janvier 2010



Conclusions de l'étude Ecophyto R&D – INRA

Scénarios économiques:

- Comment atteindre 10%, 20%... 50% de réduction des produits phytosanitaires à l'échelle France ?
- A quelles combinaisons de modes de conduite des cultures cela correspondrait sur le territoire ?
- Quel serait l'impact sur la marge et la production nationale de ces scénarios ?
- Des baisses de l'IFT de 20% sans impact sur la production ou de 30% sans impact sur les marges seraient possible sans modification de l'assolement France.
- Diminuer de moitié l'utilisation des pesticides suppose des changements dans les systèmes de culture qui entrainent des modifications importantes dans les volumes et la nature des productions (diversification).
- Ces résultats ont été obtenus sous l'hypothèse des connaissances actuelles en agronomie. Mais les progrès de l'agronomie dans les dix prochaines années pourraient permettre d'aller plus loin que le suggère cette première estimation.



Conclusions de l'étude INRA - Ecophyto R&D

- Cependant, aujourd'hui, la majorité des alternatives techniques aux pesticides fait l'objet d'une faible diffusion vers les agriculteurs. L'incompatibilité des pratiques alternatives avec les exigences des filières constitue un argument fort pour restreindre la communication sur celles ci:
 - Allongement des rotations: absence de débouchés des espèces de diversification,
 - Associations variétales: préférence des meuniers pour des lots de variétés pures
 - conduite blé rustique: réticence vis-à-vis d'une réduction des volumes de collecte
- Une forte interdépendance des stratégies d'acteurs des filières et de la R&D : chaque acteur organise sa stratégie en fonction de celle des autres, et considère qu'il peut difficilement en changer tant que celle des autres n'évolue pas
 - A court terme, seules les voies de réduction des pesticides qui ne remettent pas en cause le système (scénarios 20%, -30%) peuvent être empruntées.
 - A moyen terme, une évolution profonde du système socio-technique mobilisant simultanément tous les acteurs (ou au moins la majorité d'entre eux) sera nécessaire pour atteindre des objectifs ambitieux (-50% et au-delà).





Michel CABOCHE Académie des sciences

Chercheur émérite INRA Institut Jean-Pierre Bourgin INRA Versailles

Membre du conseil scientifique de l'Office Parlementaire d'Evaluation des Choix Scientifiques et Technologiques (OPECST) N° 2463

ASSEMBLÉE NATIONALE CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

TREIZIÈME LÉGISLATURE

Enregistré à la présidence de l'Assemblée nationale le 29 avril 2010 N° 421

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2009 - 2010

Enregistré à la présidence du Sénat le 29 avril 2010

OFFICE PARLEMENTAIRE D'ÉVALUATION DES CHOIX SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES

RAPPORT

sur

PESTICIDES ET SANTÉ

Par M. Claude Gatignol, Député, et M. Jean-Claude Étienne, Sénateur

Déposé sur le Bureau de l'Assemblée nationale par M. Claude BIRRAUX,

Président de l'Office

Déposé sur le Bureau du Sénat par M. Jean-Claude ÉTIENNE,

Premier Vice-Président de l'Office



Objectifs du rapport Pesticides et Santé - OPECST

Commande de l'Assemblée Nationale

- Comment mieux maîtriser l'utilisation des produits phytosanitaires sans envisager nécessairement une réduction drastique?
- Etat des lieux des connaissances
 - Questions traitées: santé, environnement, démographie, économie, éthique, sécurité approvisionnement
- Emettre des recommandations

Résultats rendus publics en Avril 2010



Conclusions du rapport Pesticides et Santé - OPECST

Une réglementation en constante évolution.

Il est urgent d'harmoniser les LMR

Des alternatives culturales possibles

- L'impact de l'AB sur l'environnement est meilleur que celui de l'agriculture conventionnelle
- Les PGM apportent des solutions nouvelles

Des ré-évaluations qui posent problème

 Décalage dans le temps qui sépare la classification des substances actives par l'EFSA (European Food Safety Authority) et l'étiquetage des produits commerciaux qui utilisent ces substances

Des moyens de conseil et de contrôle limité

• L'état s'appuie sur les SRPV et la DGCCRF. Ces deux institutions publiques doivent être soutenues.

Des études scientifiques contrastées.

• Les agriculteurs ont globalement moins de cancers que la population générale, mais en revanche ils développent plus fréquemment certains types de cancers et d'autres maladies.

Opinion publique

• les pouvoirs publics doivent se monter plus volontaristes, non pas en cédant à la démagogie, mais en essayant de se doter des moyens nécessaires pour mieux comprendre les attentes des citoyens



Conclusions du rapport OPECST - Pesticides et Santé

RECOMMANDATIONS

Veille sanitaire

•Renforcer la recherche épidémiologique, toxicologique et moléculaire soutenant des études sur les effets à long terme des expositions à faible doses à des substances actives dont le caractère cancérigène, mutagène et reprotoxique est connu

Règlementation

·Simplifier la réglementation en autorisant pour des couples formés d'une culture et d'un parasite, l'usage des phytosanitaires adaptés

Recherche, Formation et Information

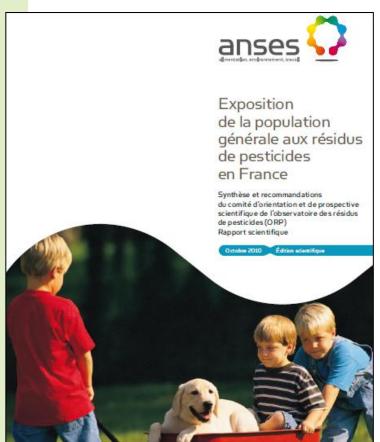
- · Promouvoir la démarche qualité sélectionnée par les guides de pratiques agricoles réduisant l'emploi des pesticides.
- Favoriser les recherches en biotechnologie végétale pour la protection des cultures contre les ravageurs.
- ·Orienter la recherche pour proposer des substances plus efficaces et ciblées, et moins dangereuses pour l'homme et l'environnement





<u>Jean-Charles LEBLANC</u> Agence Nationale de Sécurité Sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES)

Chef du département d'Evaluation des Risques liés aux aliments







Objectifs du rapport « Exposition aux pesticides » Observatoire des Résidus de Pesticides – ANSES

- Décrire les données relatives aux usages
- Décrire les données relatives aux utilisations
- Décrire les données relatives aux contaminations des milieux et des produits consommés par l'homme
- Décrire les données relatives aux expositions

Résultats rendus publics en Octobre 2010



Conclusions du rapport « Exposition aux pesticides » Observatoire des Résidus de Pesticides – ANSES

- De très nombreuses données disponibles, souvent difficiles à mobiliser...et parfois anciennes ou peu représentatives...
- Pour les milieux réglementés:
 - Bonne couverture des eaux de surface, des eaux souterraines, des eaux de distribution et des aliments
- Pour les milieux non réglementés:
 - Plus hétérogène en terme de couverture spatiale et temporelle ou de nouvelles connaissances sont nécessaires (air, sols et environnement intérieur).
 - → Evaluer la contribution de chaque compartiment/chaque voie aux expositions globales de la population (PNSE 2) inventorier les indicateurs de risques et d'impacts (Ecophyto 2018).



Objectifs de l'Etude Alimentation Totale 2 – ANSES

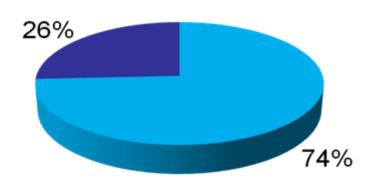
- Décrire la contamination des aliments « tels que consommés » par la population française pour 283 substances actives
- Décrire l'exposition alimentaire des populations à des fins d'évaluation des risques sanitaires
- Aider à l'orientation des politiques de santé publique (réglementaire et recherche)

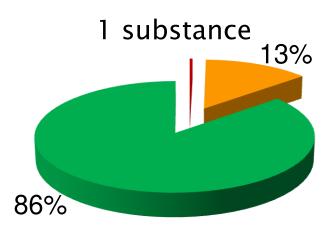
Résultats rendus publics en juin 2011



Conclusions de l'Etude Alimentation Totale 2 - ANSES







- Jamais détectée
- Détectée au moins une fois

- Risque ne pouvant être écarté
- Impossible de conclure
- Risque écarté

Diméthoate

- Insecticide utilisé en viticulture et sur cultures fruitières et légumières, détections uniquement dans des échantillons de cerises et d'endives
- < 1 % des adultes et des enfants dépassent la VTR, uniquement chez des forts consommateurs de cerises (plus d'1 kg par semaine pour les adultes et plus de 350 grammes par semaine pour les enfants de moins de 10 ans)</p>
- · Dépassements à relativiser au regard de la saisonnalité de la consommation sur l'année





Pourquoi réduire le recours aux produits phytosanitaires?

De la Règlementation à la Recherche

QUESTIONS/REPONSES

Jean-Michel LECERF: Animateur de la table ronde Jean-Marc MEYNARD: Etude Ecophyto R&D - INRA

Michal CAROCHE : Dannart Dacticidae at Cantá - ODECS

Michel CABOCHE: Rapport Pesticides et Santé – OPECST

Jean-Charles LEBLANC: Rapport Exposition aux pesticides + EAT 2 - ANSES